

Table des matières

Total quitte (enfin !) la Syrie – BP contre Halliburton – Le vrai sommet sur le climat ?.....	2
La fin du pétrole, c'est pour quand ?.....	3
Le patron de Total révisé la capacité maximum de production pétrolière.....	4
Des réserves de pétrole disponibles jusqu'en 2053. Et après?.....	5
Congrès mondial du pétrole à Doha : le "peak oil" est repoussé (dans une certaine allégresse).....	6
8 millions de Français en situation de précarité énergétique.....	8
Le monde qui vient. 4ème partie.....	9
La décroissance pour faire face au pic pétrolier?	15
Impacts de la hausse des prix du pétrole et relocalisation.....	16
Le pétrole déclinera peu après 2015, selon un ancien expert de l'Agence internationale de l'énergie.....	20
Au Kazakhstan, les promesses douteuses de l'un des derniers champs géants.....	22

Total quitte (enfin !) la Syrie – BP contre Halliburton – Le vrai sommet sur le climat ?

Total quitte (enfin !) la Syrie - Total a [annoncé](#) lundi l'arrêt de ses activités en Syrie. Une décision très tardive, prise y compris après la Shell, [l'autre major implantée](#) dans un pays livré depuis des mois à la répression sauvage menée par le régime de Bashar Al Assad. Total paraît avoir obéi au pragmatisme plus qu'à toute autre considération. Le pétrolier français affirme [vouloir se conformer](#) aux sanctions prononcées vendredi par l'Union européenne à l'encontre des compagnies pétrolières nationales syriennes. Total avait pourtant d'abord [fait savoir](#) vendredi, juste après l'annonce de ces sanctions, que même si celles-ci devaient avoir un impact négatif sur sa production, le groupe continuerait quand même à pomper le brut syrien. Le groupe pétrolier français n'a [pas pris la peine](#) de mettre en ligne son communiqué.

BP contre Halliburton - Chaude ambiance entre les firmes qui se renvoient la responsabilité (et la grosse facture) de la [marée noire du golfe du Mexique](#) de 2010. BP [accuse](#) Halliburton, le fabricant du ciment de coffrage du puits de Macondo, d'avoir délibérément fait disparaître les résultats de tests sur la qualité de son ciment effectués après l'explosion du puits de forage. De son côté, le géant américain des services pétroliers accuse BP de « *médiance commerciale* », de « *diffamation* » et de « *déformation abusive* ». Début du procès en février.

Le vrai sommet sur le climat ? - Une taxe carbone mondiale ? Au sommet sur le climat de Durban, on en reste loin, [trèèès loin](#). Que dire alors du point de vue affiché au 20ème *World Petroleum Congress*, qui réunit au même moment au Qatar l'aristocratie mondiale de l'or noir ? Le patron de BP appelle implicitement à une relance tous azimuts de la production, soulignant que les prix actuels du brut risquent d'avoir un impact négatif sur l'économie américaine et mondiale. La semaine dernière, on apprenait que la facture pétrolière de l'Union européenne [est passée](#) de 280 milliards de dollars en 2010 à 402 milliards cette année. En somme, faut savoir ce qu'on veut.

Et sur le front du [pic pétrolier](#), à noter que 84 % des délégués présents au *World Petroleum Congress* estiment que l'industrie sera encore capable de faire face à la demande dans dix ans, selon un sondage GL Noble Denton. 16 % qui en doutent, on peut dire que c'est beaucoup ou pas ?

La fin du pétrole, c'est pour quand ?

En 2000, on lui donnait une espérance de vie de 40 ans. Aujourd'hui, on parle de la fin des gisements de pétrole pour 2053. Mais la situation est plus complexe. Explications.

07 Décembre 2011 21h56

"*Un jour, il n'y aura plus de pétrole*". Oui, mais pas tout de suite: les réserves mondiales d'or noir ont gonflé ces dernières années et la tendance devrait se poursuivre, selon les industriels, même si la production, elle, risque d'avoir du mal à suivre.

"*Dire à quelqu'un qu'il va mourir n'est pas une prédiction, c'est une tautologie. Ce qu'il veut savoir, c'est quand, et comment*", résume Nasser Al Jaidah, le PDG de la compagnie Qatar Petroleum International, lors du Congrès pétrolier mondial de Doha qui s'est penché sur la question.

Une division, et le verdict tombe: 2053...

Sur un coin de table, le calcul est très simple: les réserves mondiales de pétrole --prouvées-- étaient de 1.383 milliards de barils fin 2010, selon la BP Statistical Review. L'an dernier, il s'en est brûlé 31,9 milliards. Une division, et le verdict tombe: en 2053, le monde sera à court de pétrole.

Trop simple, évidemment. D'autant qu'en 2000, le même calcul donnait pour résultat... 2040. Autrement dit, en dix ans, le monde s'est offert 13 années de plus à pomper sa dose d'huile préférée.

Nouvelles terres promises

Si des gisements anciens s'épuisent, le monde pétrolier a désormais les yeux braqués sur l'Arctique, les eaux profondes du Brésil, du Golfe du Mexique, du Golfe de Guinée mais aussi sur l'Afrique de l'Est ou sur les sables bitumineux du Canada. Charge à lui de convaincre que ces "*nouveaux horizons*" sont aussi ceux de l'humanité...

"*Il faut bien se rappeler que de grandes parties du globe n'ont jamais été explorées, même dans de grands pays pétroliers comme l'Iran ou l'Arabie saoudite*", souligne Noé Van Hulst, le secrétaire général du Forum énergétique international (IEF).

Seuls 35% d'un gisement sont extraits

En outre, on ne sait pour l'heure extraire que 35% du pétrole d'un gisement, ce qui pourrait changer en cas de percée technologique, souligne-t-il. "*Et chaque pourcent de plus, c'est deux années de consommation supplémentaires*".

Avant de se risquer à calculer une date de "déplétion" -- l'épuisement des réserves en anglicisme pétrolier-- les experts de l'or noir, des industriels aux environnementalistes, se penchent sur celle du "peak oil", le pic pétrolier où la production atteindra son niveau maximal.

A Doha, le PDG de Total Christophe de Margerie a expliqué que le groupe prévoyait que la production de pétrole brut plafonne à 95 millions de barils par jour (contre 82 millions l'an dernier) au cours de la décennie 2020-2030.

Et la suite ?

La suite, "*c'est un point d'interrogation*", concède-t-il, tout en se disant optimiste. "*Il y a beaucoup de ressources, le problème c'est d'extraire les ressources*", a résumé le patron français. A chercher toujours plus profond, dans des zones toujours plus inhospitalières, avec des technologies toujours plus complexes, les coûts explosent. "*C'est la fin du pétrole bon marché*", reconnaît M. de Margerie. "*Est-ce qu'à la place du peak oil, il ne faut pas parler plutôt de peak money (\"pic d'argent\")*", s'interroge à Paris Claude Landil, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). "*On a du pétrole, on a du gaz, mais on n'a plus l'argent pour aller le chercher*", souligne l'expert.

Pétrole et gaz resteront à 54% pendant 30 ans...

L'AIE, le bras énergétique des pays développés, estime en effet à la somme inconcevable de 38.000 milliards de dollars (27.700 milliards d'euros) d'ici 2035 les investissements nécessaires dans le domaine de l'énergie -- soit chaque année 1.500 milliards ou encore 2,5% de la richesse mondiale.

Car l'offre n'est pas le seul problème. Tirée par les géants en développement --Chine, Inde, Brésil...--, la demande devrait dépasser 99 millions de barils par jour en 2035, selon l'AIE. Biocarburants ou gaz transformés en carburants devraient aider à suivre, mais la pression sur le brut sera forte.

Les grands scénarios internationaux prévoient tous que le pétrole et le gaz restent les sources de la majorité de l'énergie mondiale dans les 20 à 30 ans à venir, proches de leurs 54% actuels.

Le patron de Total révisé la capacité maximum de production pétrolière

Lors du [congrès mondial du pétrole](#) à Doha, Christophe de Margerie, le PDG de Total a déclaré “*Je ne vois pas comment nous pourrions dépasser 95 millions de barils par jour*”. C’est le développement des sources annexes au seul [pétrole](#) brut qui permettra d’atteindre ce chiffre et notamment de dépasser la barre des 90 millions.

Ce qui permettra de compléter l’offre du “vrai” pétrole, étant les liquides issus du gaz naturel, les [biocarburants](#), et les pétroles extra-lourds issus du Canada et du Venezuela.



Car le [pétrole brut décline depuis 2009](#) au rythme de 5 % environ par an. Il faut donc suppléer à ce déclin mais jusqu’à quand ? Les chiffres concernant les besoins, et les [réelles capacités de production](#) à venir d’ici 2020 ont de quoi donner à s’interroger sur l’avenir pétrolier à moyen-terme.

Les propos de Christophe de Margerie renvoient à la hausse ses pronostics de février 2009 où il avait déclaré à l’époque au Financial Times que “[Le monde ne pourra jamais produire plus de 89 millions de barils par jour](#)”.

En fait, les récentes déclarations de Doha **n’infirmé en rien l’affirmation de 2009**, dans la mesure où il devait évoquer essentiellement le pétrole brut, à un moment où le maximum de production jamais atteint en 2006, ne sera officiellement reconnu qu’avec le rapport de l’Agence Internationale de l’Energie (AIE), le *World Energy Outlook*, en novembre 2010.

Des réserves de pétrole disponibles jusqu'en 2053. Et après?

Mis à jour le jeudi 8 décembre 2011 à 7h02

Plus de pétrole après 2053?

"Un jour, il n'y aura plus de pétrole". Oui, mais pas tout de suite: les réserves mondiales d'or noir ont gonflé ces dernières années et la tendance devrait se poursuivre, selon les industriels, même si la production, elle, risque d'avoir du mal à suivre.

"Dire à quelqu'un qu'il va mourir n'est pas une prédiction, c'est une tautologie. Ce qu'il veut savoir, c'est quand, et comment", résume Nasser Al Jaidah, le PDG de la compagnie Qatar Petroleum International, lors du Congrès pétrolier mondial de Doha qui s'est penché sur la question.

Sur un coin de table, le calcul est très simple: les réserves mondiales de pétrole -prouvées- étaient de 1383 milliards de barils fin 2010, selon la BP Statistical Review. L'an dernier, il s'en est brûlé 31,9 milliards. Une division et le verdict tombe: en 2053, le monde sera à court de pétrole.

Trop simple, évidemment. D'autant qu'en 2000, le même calcul donnait pour résultat... 2040. Autrement dit, en dix ans, le monde s'est offert 13 années de plus à pomper sa dose d'huile préférée.

Si des gisements anciens s'épuisent, le monde pétrolier a désormais les yeux braqués sur l'Arctique, les eaux profondes du Brésil, du Golfe du Mexique, du Golfe de Guinée mais aussi sur l'Afrique de l'Est ou sur les sables bitumineux du Canada. À lui de convaincre que ces "*nouveaux horizons*" sont aussi ceux de l'humanité...

"Il faut bien se rappeler que de grandes parties du globe n'ont jamais été explorées, même dans de grands pays pétroliers comme l'Iran ou l'Arabie saoudite", souligne Noé Van Hulst, le secrétaire général du Forum énergétique international (IEF).

En outre, on ne sait pour l'heure extraire que 35% du pétrole d'un gisement, ce qui pourrait changer en cas de percée technologique. "*Et chaque pourcent de plus, c'est deux années de consommation supplémentaires*".

"Un point d'interrogation"

Avant de se risquer à calculer une date de "*déplétion*" (l'épuisement des réserves en anglicisme pétrolier), les experts de l'or noir, des industriels aux environnementalistes, se penchent sur celle du "*peak oil*", le pic pétrolier où la production atteindra son niveau maximal.

A Doha, le PDG de Total, Christophe de Margerie, a expliqué que le groupe prévoyait que la production de pétrole brut plafonne à 95 millions de barils par jour (contre 82 millions l'an dernier) au cours de la décennie 2020-2030.

La suite, "*c'est un point d'interrogation*", concède-t-il, tout en se disant optimiste. "*Il y a beaucoup de ressources, le problème c'est d'extraire les ressources*", a résumé le patron français.

A chercher toujours plus profond, dans des zones toujours plus inhospitalières, avec des technologies toujours plus complexes, les coûts explosent. "*C'est la fin du pétrole bon marché*", reconnaît Christophe de Margerie.

"*Est-ce qu'à la place du 'peak oil', il ne faut pas parler plutôt de 'peak money'* ('pic d'argent')", s'interroge à Paris Claude Landil, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

"*On a du pétrole, on a du gaz, mais on n'a plus l'argent pour aller le chercher*".

L'AIE, le bras énergétique des pays développés, estime en effet à la somme inconcevable de 38 000 milliards de dollars (27 700 milliards d'euros) d'ici 2035 les investissements nécessaires dans le domaine de l'énergie - soit chaque année 1500 milliards ou encore 2,5% de la richesse mondiale.

Car l'offre n'est pas le seul problème. Tirée par les géants en développement -Chine, Inde, Brésil...-, la demande devrait dépasser 99 millions de barils par jour en 2035, selon l'AIE. Biocarburants ou gaz transformés en carburants devraient aider à suivre mais la pression sur le brut sera forte.

Les grands scénarios internationaux prévoient tous que le pétrole et le gaz restent les sources de la majorité de l'énergie mondiale dans les 20 à 30 ans à venir, proches de leurs 54% actuels.

Congrès mondial du pétrole à Doha : le "peak oil" est repoussé (dans une certaine allégresse)

10 Décembre 2011 Par [Corinne N](#)

Edition : [Pétrole : une malédiction ?](#)

[Le vingtième congrès mondial du pétrole](#), d'une durée de cinq jours, vient de s'achever. Il s'est tenu à Doha, pour la première fois dans un pays du Moyen-Orient, le Qatar, où une foule de participants s'est déplacée, 5500 personnes venant d'une soixantaine de pays.

Grâce à des procédés techniques permettant une meilleure extraction des gisements, l'exploitation prometteuse des hydrocarbures de roche-mère (gaz et huiles de schiste), les perspectives rendent optimistes et amènent les responsables de l'industrie pétrolière à repousser le fameux "Pick Oil", initialement déclaré en 2006, vers ... 2030...

[«Les ressources semblent plus abondantes que jamais auparavant». Ce constat du Secrétaire Général du Forum International de l'Energie (FIE), Noe Van Hulst, illustre le message «optimiste», comme l'a qualifié le patron de Total, Christophe de Margerie, délivré hier pendant les débats consacrés au peak oil lors du Congrès Mondial du Pétrole. Entre 2007 et 2009, 1,6 baril de nouvelles réserves a été apporté pour chaque baril produit à travers le monde, a souligné le directeur général de la Qatar Petroleum International. NasserK. Al Jaidah a en particulier rappelé l'apport des nouvelles technologies, affirmant que la communication numérique entre gisements et centres de contrôle pouvait apporter 125 milliards de barils supplémentaires, soit environ 9% des réserves totales.

«De grandes régions restent inexplorées, par exemple en Irak ou en Arabie Saoudite, sans parler de l'Afrique», a précisé Noe Van Hulst. Conclusion du dirigeant de QPI: «[le pic de Hubbert](#) n'est pas en vue». Encore faut-il s'entendre sur ce que l'on entend par «peakoil». Car si l'on s'en tient au seul brut conventionnel, l'Agence internationale de l'énergie a estimé dans son World Energy Outlook 2010 que le pic avait été atteint en 2006. Mais, en ajoutant les autres productions de liquides (biocarburants, pétrole non conventionnel...), la donne est totalement différente. La prise en compte du brut non conventionnel accroît les réserves mondiales de plus de 1000 Gbls (à plus de 3000Gbls), les faisant passer de 70 à 100 années de consommation, a précisé le p-dg de Total. S'exprimant dans l'une des grandes salles du Centre de convention national de Doha, où sa présence avait attiré une large audience, Christophe de Margerie a rappelé que selon le groupe français, la production pétrolière mondiale devrait atteindre un niveau pic de 95Mb/j aux alentours de 2020. «Nous ne voyons pas comment nous pourrions aller au-delà», a-t-il indiqué (un avis que ne partage pas l'OPEP, qui s'attend à des débits de 110 Mb/j en 2035). D'après Total, l'atteinte d'un niveau de 95Mb/j pourra être suivi d'un «long plateau», à condition toutefois que les réserves non conventionnelles soient exploitées, «sans cela nous aurons un problème», a poursuivi M. de Margerie. Résultat, sans doute, de l'affaire française des gaz de schiste, le p-dg de la Major a insisté à de nombreuses reprises, lors de ses déclarations d'hier, sur la nécessité de rendre acceptable l'exploitation des ressources. «Il faut que l'opinion publique comprenne qu'on peut développer les hydrocarbures de manière plus propre. Notre rôle, c'est aussi de la convaincre», a-t-il insisté ultérieurement devant des journalistes. «L'énergie, c'est la vie. Elle peut être produite tout en tenant compte de l'environnement», a poursuivi M. de Margerie lors de la conférence consacrée au peak oil. «Yes, we can!», s'est-il exclamé, fidèle à sa réputation d'orateur iconoclaste et plein d'humour. Mais les investissements consentis pour rendre l'énergie plus propre majoreront son coût, a-t-il averti. Quoi qu'il en soit, Total estime que face à l'évolution attendue de la production, la demande pétrolière mondiale devra idéalement atteindre son niveau pic vers 2030. Et pour son patron, la question du peak oil est un faux débat, la vraie problématique étant de s'assurer de produire suffisamment pour répondre à la demande. L'enjeu est de taille. Compte tenu de la déplétion naturelle des champs déjà exploités, 40Mb/j de production supplémentaire devront être apportés d'ici à 2020. Les investissements seront à l'avenant. Rien que pour maintenir le niveau de la production pétrolière de l'OPEP, 100 G\$/an devront être investis au cours des prochaines années! Reste que pour Noe Van Hulst, le pic de la demande sera peut-être atteint avant celui de l'offre, d'autant que les prix élevés du brut encouragent à améliorer l'efficacité énergétique et à utiliser des énergies alternatives dans les secteurs autres que le transport. Egalement présent au WPC, le directeur général de Saudi Aramco, Khalidal-Falih, avait précédemment déclaré que la hausse des approvisionnements pétroliers devrait en tout cas réduire les craintes en matière de sécurité de l'offre.

«Nous sommes au début, je crois, de ce qui sera une nouvelle renaissance pour le pétrole», avait-il déclaré, ajoutant: «je pense que tous les éléments nécessaires à un nouvel âge d'or du pétrole sont présents». (De notre envoyée spéciale à Doha - BIP (Bulletin Industrie Pétrolière) du 8/12/2011 "Le peakoil remisé aux oubliettes au Congrès Mondial du Pétrole].

Lire également ici :

"Des réserves de pétrole disponibles jusqu'en 2053. Et après?"

http://www.rtbf.be/info/economie/detail_les-reserves-de-petrole-permettr...



8 millions de Français en situation de précarité énergétique

Selon la [Fondation Abbé Pierre](#) qui lance sa nouvelle campagne d'hiver, ce sont 8 millions de personnes qui souffrent de précarité énergétique. L'association dont l'opération s'achèvera le 14 décembre entend faire entendre sa voix auprès des pouvoirs publics en demandant notamment la création d'un "bouclier énergétique" afin de permettre à chacun de se chauffer décentement.

Ce qui est en cause : [le prix du gaz](#) qui a augmenté de 70 % en dix ans dont 11% entre juin 2010 et juin 2011. Et depuis l'année dernière, [le fioul qui a bondi de 23 % et l'électricité de 6 %](#).

Le fait que les dépenses contraintes comme le **logement qui a flambé de 50 % en dix ans** étrangle les ménages comme les personnes seules ajoute à la difficulté de la situation.

L'[Observatoire de la précarité énergétique](#) qui a vu le jour en mars de cette année avançait le chiffre de 3,4 millions de Français en situation de précarité énergétique. Mais on estimait déjà ce chiffre à **6,5 millions de personnes dès le mois de janvier 2011**, pour ceux qui n'avaient pas les moyens de se chauffer correctement.

Si vous êtes concerné par ce problème, vous pouvez lire le ebook gratuit de Transition-Energie ["Se chauffer avec la crise du pétrole"](#). Si nous en sommes pas encore à la "crise du [pétrole](#)", ce manuel recense toutes sortes d'astuces utilisables à moindre frais pour mieux se chauffer et combattre le froid.

Le monde qui vient. 4ème partie

Nous avons donc vu comment les puissances et les magnats de l'industrie et de la finance ont anticipé, depuis les années 1970, la crise du productivisme qui a lieu aujourd'hui.

A la phase d'anticipation, succède la phase d'entrée en crise proprement dite qui a débuté avec le pic pétrolier de l'Arabie Saoudite en 2006, et le choc financier qui lui succède en 2008.

Cet article est la suite des 3 premières parties :

www.agoravox.fr/tribune-libr...

www.agoravox.fr/tribune-libr...

www.agoravox.fr/tribune-libr...

Le plateau oscillant.

Cette crise ne se passe pas de la façon dont la TV nous a présenté la chose dans un documentaire ridicule où l'on voyait un chauffeur de 4x4 se trouver en panne d'essence au beau milieu de la route.

Le précédent qui permet de comprendre cette phase est dans les chocs pétroliers de 1970.

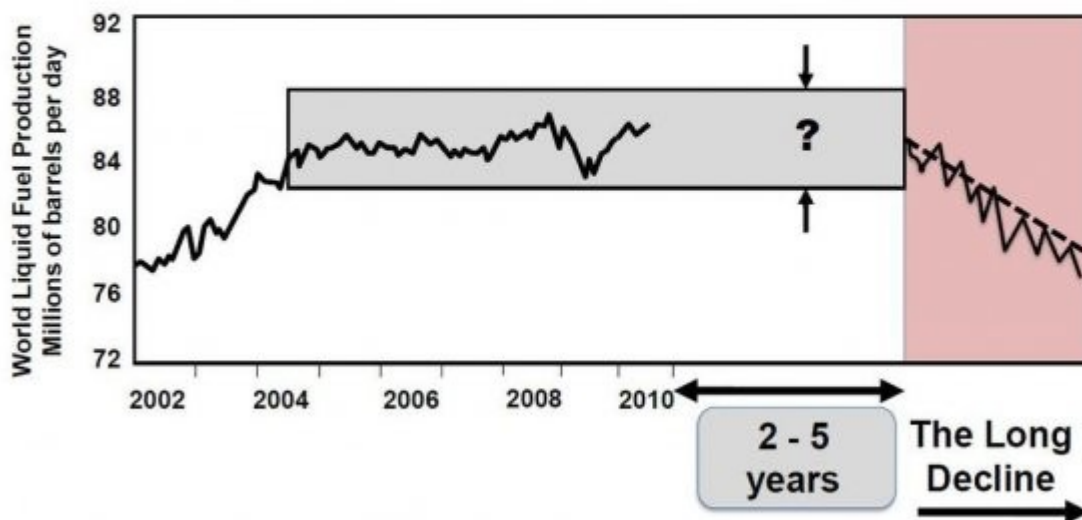
Un choc pétrolier survient quand la demande dépasse l'offre. L'effet immédiat est une envolée des prix du baril. Nous en avons eue une, spectaculaire, il y a deux ans.

Mais cette flambée du prix du baril a plusieurs conséquences (récession, frugalité, valorisation d'autres sources énergétiques) dont la conjonction aboutit à une baisse de la demande et donc à une détente sur le prix du baril, situation que nous vivons actuellement.

Une détente qui, au bout d'un moment favorise la reprise de croissance et inverse à nouveau la tendance : La demande repart à la hausse et se heurte à nouveau à la limite de l'offre.

Nouveau choc, nouvelle flambée du baril, nouvelle décroissance, nouvelle détente sur les prix du baril et ainsi de suite.

We believe that world oil production will likely stay on its current plateau & enter decline in 2 - 5 years.



Cette phase est appelée par les statisticiens le « plateau oscillant ». J'appelle personnellement cela le syndrome de la mouche dans la cloche de verre : La croissance économique est piégée par la courbe en cloche de décroissance du pétrole prédite par Hubbert.

En fait ce n'est pas exactement sa courbe. Dans les années 1970, les chocs pétroliers ont eu un effet très visible sur la courbe de production mondiale de pétrole. La demande a tellement baissé que l'épuisement du pétrole restant a été sensiblement ralenti par rapport aux prédictions de Hubbert, sans doute de plus de cinq années.

C'est notamment la conséquence des campagnes de « chasse au gaspi », de l'accélération du programme nucléaire, de la promotion du train grande vitesse, de l'optimisation de l'usage des sous produits du pétrole, notamment la promotion fiscale du diesel. De même on a cessé de brûler le gaz de pétrole, considéré comme un déchet, pour le valoriser (Gazoducs, GPL) ou pour le réinjecter dans les nappes afin de maintenir la pression.

Pareillement, chaque choc pétrolier contemporain repousse dans le temps l'épuisement du pétrole en même temps que la mise en exploitation de ressources jusque là non rentables (gaz, offshore profond, sables bitumineux, gaz de schiste...) ou un retour aux énergies historiques (biomasse, charbon) parfois à la faveur d'innovations (pellets).



En Finlande on roule à nouveau au gazogène.

La phase dans laquelle nous nous trouvons est donc un plateau qui va se maintenir encore quelques années alors que Hubbert prédisait un rapide déclin.

Un plateau oscillant, c'est à dire avec des phases alternées de croissance et de récession économiques dont le rythme semble compris entre 3 et 5 ans.

Cette phase de stress économique à répétitions va exacerber les tensions domestiques et internationales ce qui va mettre à l'épreuve les constructions supranationales globalistes.

Des coups de boutoir répétés

Sous l'effet de ces premiers coups de boutoir, les premiers craquements se sont fait entendre et les failles principales apparaissent :

- Guerre des monnaies entre pays industriels,
- Guerre d'influence entre pays industriels et pays émergents,
- Tensions au sein des Unions Régionales entre les pays moteurs économiques et les pays satellites.

Ces coups de boutoirs font en particulier émerger les contradictions internes des 3 Unions Régionales, Union Nord Américaine, UE, Union(s) Asiatique(s).

Evolution en Europe.

Pour l'UE, c'est l'intégration régionale à marche forcée qui est le problème.

Cette construction forcenée a abouti à la rigidité économique de l'Eurozone, façonnée selon le modèle allemand et imposé de façon irréaliste aux pays satellites de la périphérie de la zone.

Mais le problème est amplifié par étouffement social et démocratique du système du « déficit démocratique » qui est en réalité un dirigisme libéral reléguant la démocratie (indirecte et impuissante) à une offre de recours juridiques au sein des tribunaux européennes. Une vision procédurière et bourgeoise des rapports de forces sociaux qui exclue en pratique le peuple de toute expression de son insatisfaction.

L'histoire montre que cette forme de dirigisme libéral ne peut avoir que deux issues : la désintégration sociale (Weimar) ou la dictature (Mussolini, Salazar, Franco, Metaxa etc.), la voie sociale (front populaire) étant aujourd'hui exclue.

Pour comprendre cela il faut avoir à l'esprit que la haute finance et l'industrie productiviste sont à bien des égards

antagonistes.

La haute finance ponctionne une part de la plus-value qu'elle ne crée pas alors que l'industrie produit cette plus-value et se fait ponctionner.

Pour que la production se passe correctement il faut que l'ordre règne et pour la vendre il faut une certaine aisance sociale. Bref, le chaos ne favorise par l'industrie productiviste qui préfère un état ordonné, des prolétaires soumis et une classe moyenne consommatrice.

A l'opposé, la haute finance se fiche royalement de la situation sociale de la population. Son fonctionnement aboutit au contraire à un creusement entre les hauts et les bas revenus et à une concentration toujours plus grande des richesses entre les mains des grands financiers.

Le modèle caricatural de ce système « libéral » est l'Amérique latine : ou les très riches vivent dans des quartiers grillagés flanqués de miradors et les très pauvres dans des bidonvilles insalubres.

C'est cette opposition qui, conjuguée avec les rivalités nationales, a provoqué les deux premières guerres mondiales.

C'est particulièrement visible pour la 2ème guerre mondiale : Les industriels allemands ayant besoin d'un retour à l'ordre pour sortir de chaos de Weimar et éviter une révolution prolétaire ont soutenu Hitler qui a fait rentrer les ouvriers dans les usines et a relancé le productivisme par le réarmement. C'est ce qu'on appelait l'Ordre Economique Nouveau (Tiens, encore cette expression de Nouvel Ordre !).

L'idéologie Nazi a donné corps à l'ennemi financier en stigmatisant les juifs, éternellement caricaturé en usurier et coupable commode du chaos financier de Weimar.

Poussée à l'extrême l'idéologie productiviste allemande a généré les camps de travail (car c'était là leur but principal) où on pouvait lire **Arbeit Macht Frei** et dont la main d'œuvre idéale car réduite en esclavage au profit des gros industriels allemands.

C'est cette réalité industrielle productiviste qui a présidé au choix de la localisation des camps Nazis comme celui d'Auschwitz dont on ignore que le véritable nom est **IG Farbenindustrie AG Auschwitz**.

Face à cette barbarie industrielle, Churchill était le champion de la civilisation, mais aussi, d'un point de vue plus pragmatique de la City.

La situation actuelle est sensiblement différente :

La périphérie de l'UE sombre dans une situation à la Weimar alors que Bruxelles se crispe un régime de plus en plus antidémocratique.

A la faveur de la crise, l'UE va tenter de se doter les deux derniers attributs qui manquent à l'état fédéral : le trésor et l'impôt.

C'est le MES et le FESF qui vont permettre le transfert progressif des trésors nationaux et des dettes souveraines à l'état fédéral, au prétexte de résorber la dette.

Cette opération de vase communicant ne résout en fait rien puisque il n'y a aucun apport d'argent frais, et qu'on compte juste emprunter sur les marchés avec effet de levier, donc continuer de s'endetter.

L'UE n'ayant pas de PIB (ce sont les états membres qui ont un PIB) et étant uniquement financée par le chèque des états membres, l'UE va se trouver rapidement dans une situation d'insolvabilité.

Les Eurocrates nous expliqueront alors que il faut donner à l'UE le droit régalien de lever l'impôt, en nous expliquant que ce ne sera pas douloureux car sont les contribuables européens qui paieront.

Or il n'y a pas de contribuables « européens ». Les tribuables, c'est toujours les citoyens des pays membres à qui on aura déjà fait avaler le remède de cheval de l'austérité.

Assommés par les impôts locaux, étranglés par l'austérité, submergés de nouvelles taxes et obligés de compenser la disparition des solidarités sociales (chômage, maladie, retraite...) les tribuables de certains pays ne pourront tout



simplement pas cracher au bassinet et aucun banquier-premier ministre ne pourra les obliger à payer un argent qu'ils n'ont pas.

Le résultat est que l'Eurozone va éclater et que l'UE va être confrontée à la nécessité d'un choix entre la dictature ouverte et la réforme démocratique. Choix qu'elle va être incapable de prendre par nature, car derrière sa façade droite de l'hommisme elle cache son allégeance aux intérêts oligarchiques qui l'on conçue.

Cette situation génère une bombe sociale à retardement : La généralisation du mécontentement se focalisera sur le « machin » comme disait de Gaulle, qui sera honni par les peuples qui ne croira plus que les pertes de souveraineté se justifient par les promesses de lendemains qui chantent.

S'il ne se transforme pas en Union Soviétique Libérale, imposant des gouverneurs musclés dans toutes les marches de l'empire, l'UE se désagrègera d'abord par ses périphéries, comme l'Empire Romain, auquel, peut être, lui survivra un « Empire Byzantin » germanique.

Dans la partie qui ne se désagrège pas, les contrepouvoirs et les institutions historiques seront démantelées pour réduire le « mille-feuille administratif » trop coûteux.

Les départements et les cantons disparaîtront. La démocratie directe héritée de la révolution passera à la trappe et ne subsisteront que les élections régionales (scrutin indirect) et Européennes (sur liste) ce qui permettra de placer des apparatchiks à tous les postes décisionnels.

Il est vraisemblable que l'on transforme en sénat le parlement de Strasbourg et les **Eurosénateurs** seront également des apparatchiks élus de façon indirecte. Une fois cette réforme « démocratique » effectuée, on donnera aux deux **Eurochambres** un semblant d'initiative législative.

La situation future aux USA

Aux USA, c'est le contraire. L'intégration régionale s'est laissée prendre de court par la crise.

L'union en est encore au stade de la CEE : La NAFTA (North American Free Trade Association).



L'intégration a été ralentie par plusieurs facteurs :

La mentalité patriotique d'un grand nombre d'états-uniens.

La lutte acharnée de l'élite politique canadienne contre la satellisation aux USA.

Les conséquences ingérables du dumping social brutal que représenterait l'union avec le Mexique.

De ce fait, l'agenda d'intégration régionale est un phénomène caché que l'élite n'aborde jamais publiquement et qui est devenu une bombe politique à retardement.

Les élites ne parviennent pas à « vendre » à l'opinion US le concept d'intégration régionale alors que le Nouvel Ordre Mondial ne posait pas tant de problèmes tant qu'il s'agissait d'un axe de la politique étrangère.

Cependant, l'opinion américaine a l'exemple de l'intégration européenne sous les yeux, en particulier la crise de l'Euro et le déficit démocratique.

Ce mauvais exemple va rendre la révélation progressive de l'agenda régional et le mécontentement sera d'autant plus généralisé que la situation économique désastreuse fera apparaître la suppression de la frontière avec le Mexique comme un apocalypse pour l'emploi aux USA.

C'est pourquoi elle se fera à l'occasion de la crise monétaire qui va éclater quand le dollar entrera en hyper-inflation. A ce moment, l'Union Nord Américaine et sa monnaie unique sera présentée comme la solution. Ce sera l'occasion d'une

dévaluation massive qui va dégonfler l'insoutenable dette US.

Mais inévitablement cela engendrera une réaction patriotique chez de nombreux citoyens des USA, que la FEMA et le Pentagone ont déjà tout pouvoir pour réprimer grâce à la procédure de **Continuity Of Government**.



La procédure de **Continuity Of Government** n'est que partiellement connue car un certain nombre de décrets présidentiels qui en définissent les limites sont classés secret défense. Ceux qui sont publics permettent au Pentagone, via la FEMA, de suppléer les organes gouvernementaux habituels (congrès, administrations locales et fédérale) en cas de déclaration de catastrophe naturelle ou de crise économique. L'armée aura alors non seulement la charge du maintien de l'ordre, mais tout pouvoir sur la production du pays, le transport, le déplacement des populations, notamment dans des camps, l'interdiction de circuler ou d'accéder à certaines zones, le contrôle des moyens de communication (téléphone, internet, médias) et la réquisitions de tous sorte de biens (transports habitations, centrales etc)

Un ballon d'essais du dispositif a été testé à l'occasion de l'Ouragan Katrina où la population a été parquée dans des conditions extrêmes dans le stade de la ville au lieu d'être évacuée.

Le principal obstacle identifié a été la réticence des soldats à contraindre leurs propres concitoyens.

C'est pourquoi des exercices de conditionnement ont été organisés, comme en septembre à Denver où l'ensemble des enfants scolarisés ont été rassemblés dans le stade de la ville lors d'un énorme exercice de « sécurité » très réaliste.

L'usage des stades comme centre concentrationnaire provisoire est une constatation de la politique policière : Le vel-d'hiv en 1942, les stades du Chili en 1973.

Le risque principal de guerre civile vient du fait que les citoyens américains ont le droit constitutionnel de détenir des armes. C'est la raison pour laquelle l'état d'urgence n'a jamais été levé depuis le 11/9/2001.

La situation devrait atteindre un point critique avec l'adoption du dollar de l'Union Nord Américaine qui sera présenté comme la solution unique à la dette souveraine insoutenable (There Is No Alternative). Comme pour l'Euro, la monnaie unique permettra une dévaluation d'au moins 10% de la valeur du dollar. Une dévaluation qui devra être suffisamment grande pour permettre de tenir jusqu'à l'arrivée de la monnaie unique mondiale, sans doute vers 2030.

La situation en Asie.



J'ai déjà expliqué comment l'intégration dans le Nouvel Ordre Mondial de l'Asie n'est que partielle. Bien que membres de l'Organisation Mondiale du commerce, la Russie et la Chine n'ont pas réellement voie au chapitre sur la question de la monnaie unique mondiale et cherchent à avoir plus qu'un strapontin dans la gouvernance mondiale.

A cela s'ajoute la difficulté grandissante qu'auront les USA à faire face aux dépenses militaires de leurs corps expéditionnaires en Asie alors que la Chine et l'Iran modernisent sans cesse leur arsenal : porte-avion pour la Chine, satellites et arme nucléaire pour l'Iran. Course aux armement qui profite aussi aux autres pays, comme le Pakistan à qui la Chine fournit des chasseurs dernier cri.

Cela signifie que la fenêtre d'intervention militaire des USA est de plus en plus courte. Soit les USA renoncent à accéder à la Caspienne soit il le feront très vite. Ce qui explique que les jours du régime Syrien dernier allié arabe de l'Iran, soient comptés.

Mais derrière l'Iran se cachent les intérêts de la Russie et de la Chine, organisés en bloc depuis le traité de Shanghai et la constitution de l'OCS d'où les USA et le Japon ont été exclus.

C'est donc une intégration régionale dissidente qui se produit en Asie, dont les USA ne contrôlent pas l'évolution.

Pendant, face à ce bloc de Shanghai commence à se constituer un bloc islamiste à la faveur des révolutions du printemps arabe dont les élections ont permis l'accès au pouvoir non pas des démocrates mais des Frères Musulmans et de ses alliés "intégristes modérés" qui vont utilement servir de relais aux USA.

La décroissance pour faire face au pic pétrolier?

C'est un peu le «boulangier des automobilistes», comme le définit dans son film Pierre Lacourt. «Combien il vous faut?» «Voilà monsieur, et bonne journée», «36 francs, s'il vous plaît.» C'est au pompiste Alain Cheneval que le réalisateur a donné le premier rôle dans *Retour sur terre*, un documentaire qui se déroule dans une station-service à Rive. Esclaves domestiques

Anna Vaucher | 16.12.2011 | 16:10

C'est un peu le «boulangier des automobilistes», comme le définit dans son film Pierre Lacourt. «Combien il vous faut?» «Voilà monsieur, et bonne journée», «36 francs, s'il vous plaît.» C'est au pompiste Alain Cheneval que le réalisateur a donné le premier rôle dans *Retour sur terre*, un documentaire qui se déroule dans une station-service à Rive.

Esclaves domestiques

Le cinéaste genevois, dans une production à la Michael Moore – l'alarmisme en moins, la rigueur en plus – y installe sa caméra pour s'interroger sur nos rapports au pétrole et tenter de faire prendre conscience aux spectateurs de l'urgence à réagir face à la pénurie qui s'annonce.

«Le monde est tel qu'il est en grande partie en raison de notre accès à une énergie peu chère et abondante. Mais on a épuisé aujourd'hui la moitié des réserves de pétrole, explique le Genevois, impliqué dans les questions écologiques. Le problème, c'est qu'on en consomme toujours plus. Et qu'il est de plus en plus cher à produire, parce qu'il faut aller le chercher plus profondément, le raffiner davantage.» La multiplication de ce qu'il nomme les «esclaves domestiques» – ordinateurs, Nespresso, bancomat, feux pour piétons... – n'est que l'une des raisons de notre dépendance aux énergies fossiles. «Combien de temps va-t-on pouvoir continuer sur ce modèle», s'interroge Pierre Lacourt.

Avec la complicité du pompiste, qui semble prendre conscience de l'ampleur du problème au fur et à mesure du film, il accueille dans la station du boulevard Helvétique sept experts – géologue, physicien, politicien... – aux vues plus ou moins pessimistes sur la question. Un cadre à hauteur d'hommes et un contexte familial qui permet d'esquiver le jargon scientifique des spécialistes. En buvant un café entre deux pauses clients, on discute des solutions à envisager.

Croître ou décroître?

Des solutions qui semblent pourtant abstraites. L'avenir? Faire face à une récession violente ou mettre en place une décroissance; des notions presque désincarnées tant elles semblent irréelles. «C'est certainement parce qu'il n'y a pas de solution évidente et que nous ne sommes pas encore en situation de crise. Il faudrait quelque chose comme un plan Marshall, mais ce genre de solution intervient généralement quand les problèmes se sont déjà déclarés. Pourtant, c'est aujourd'hui qu'il faudrait faire des choix radicaux, pour agir avant la catastrophe.»

De cette attitude, on peut penser qu'elle est malheureusement humaine. «Elle est également exacerbée par la crise financière, en raison de laquelle la France a, par exemple, renoncé dernièrement à imposer une taxe carbone.»

Pour sortir du marasme, Dominique Bourg, philosophe et spécialiste des questions environnementales de l'Université de Lausanne, mise sur un changement de notre modèle économique actuel, basé sur la croissance. «Dans un contexte tel que le nôtre, si un pays entre en décroissance et que donc la consommation diminue, il va aussi empêcher le remboursement de la dette, développe Pierre Lacourt. La décroissance, qui semble pourtant être l'unique solution, devient alors synonyme de catastrophe. On est en plein paradoxe. Il faut arriver à changer de paradigme, avant qu'on se prenne le mur.»

«**Retour sur terre**». Un film de Pierre Lacourt.

Impacts de la hausse des prix du pétrole et relocalisation

Article publié le 19/12/2011 à 11:26

Les prix du pétrole flambent. Pourquoi ? Les explications courantes ne suffisent plus. Ne vivons-nous pas la fin du pétrole bon marché ? Ce problème peut bouleverser gravement nos modes de vie.

L'industrie du pétrole fera face à un test très sérieux d'ici à 2015 : avec le déclin de la production hors OPEP et le pic de croissance de la Chine, le fossé entre offre et demande va s'élargir de façon significative.

Les prix du pétrole flambent. Pourquoi ? Les explications courantes ne suffisent plus. Ne vivons-nous pas la fin du pétrole bon marché ? Ce problème peut bouleverser gravement nos modes de vie.

L'industrie du pétrole fera face à un test très sérieux d'ici à 2015 : avec le déclin de la production hors OPEP et le pic de croissance de la Chine, le fossé entre offre et demande va s'élargir de façon significative.

L'Arabie saoudite reconnaît un déclin rapide de plusieurs de ses principaux champs, mais annonce qu'elle est capable d'atteindre une capacité de production de 15 millions de barils par jour (mb/j) d'ici à 2015, contre 12 mb/j aujourd'hui, conformément à l'engagement du ministre saoudien du pétrole, Ali Al-Nouaïmi. Or ces 3 mbj supplémentaires, c'est à peu près tout ce qu'on peut attendre pour faire face à la hausse prévue de la demande mondiale de pétrole (cette demande est aujourd'hui de 83 mb/j). De plus, selon une déclaration du Roi Abdallah du 1er juillet 2010, l'Arabie Saoudite, premier producteur mondial de pétrole, aurait mis un terme à la prospection sur son sol afin d'épargner ses richesses et les transmettre aux générations futures. Prononcée deux jours après une rencontre entre le roi et le président américain Barack Obama, cette déclaration résonne comme une mise en garde sérieuse, si l'on sait que l'Arabie Saoudite a besoin de son pétrole et de son gaz pour désaliniser l'eau de mer qui est sa première source d'eau potable.

Il reste l'Irak, pour ralentir le déclin de la production mondiale de pétrole. Si la production n'augmente pas en Irak de manière exponentielle d'ici à 2015, nous avons un très gros problème, même si l'Arabie saoudite respecte ses engagements. Les chiffres sont très simples, il n'y a pas besoin d'être un expert. Il suffit de savoir faire une soustraction. La Chine va croître très vite, l'Inde aussi, et ce que projette l'Arabie saoudite, les 3 mbj en plus, ne suffira même pas pour répondre à la hausse de la demande chinoise.

Mais, vu la situation actuelle en Irak, il est très improbable que ce pays arrive à sa capacité optimale de production simplement en claquant des doigts !

Donc si les choses ne s'améliorent pas en Irak, et si les puissances occidentales ainsi que la Chine et l'Inde ne révisent par leur politique énergétique de manière importante, en taxant plus le pétrole, en recherchant plus d'efficacité énergétique, et en investissant plus dans les énergies alternatives, alors nous allons droit dans le mur.

L'une des premières conséquences, de l'augmentation de la demande par rapport à l'offre, sera de mener le pétrole à des prix qui risquent d'être stratosphériques. Certains prédisent un premier pallier à cent cinquante dollars mi-2011.

Quel impact aura cette inflation des cours du pétrole ? Les autres matières premières, ne risquent-elles pas de suivre cette augmentation des prix ? Et qu'arrivera-t'il aux produits transformés de base qui sont essentiellement composés de pétrole aujourd'hui ? Transports, agriculture, plastiques, vêtements, médicaments : le pétrole est partout. C'est pourquoi la hausse du prix des hydrocarbures ne sera pas un simple choc économique, cela risque de nous mener vers une transformation importante du monde tel que nous le connaissons. Et il vaudra mieux y être prêt. Ou, disons, qu'il vaut mieux s'y préparer tout de suite, même si certains disent qu'il est trop tard.

Afin d'éviter, ou plutôt d'atténuer la crise de l'Énergie, le monde doit agir rapidement en direction d'une utilisation massive d'énergies renouvelables et d'une augmentation considérable de l'efficacité énergétique, à la fois pour lutter contre le changement climatique et pour s'assurer que l'énergie soit disponible et accessible pour tous (par exemple, le projet de transformer le Sahara en centrale électrique solaire géante pour alimenter l'Afrique et 15% des besoins de l'Europe d'ici à 2050, prend forme, mais reste coûteux : 400 milliards €).

Bien qu'à long terme, tout le monde risque d'être perdant dans un monde où le pétrole sera inaccessible, à court terme toutes les parties prenantes ne sont pas perdantes. Qui perd et qui gagne à court terme ?

Nous l'avons tous remarqué, les prix à la pompe augmentent, malgré la TIPP. L'un des premiers perdants sera donc le consommateur, notamment celui des pays importateurs et qui n'ont pas de système d'amortisseur tel que la TIPP française.

Matière composée de gaz naturel et surtout de pétrole, le plastique est partout autour de nous, puisqu'on l'utilise pour créer une grande partie des objets de notre quotidien : verres, sacs, stylos, composants informatiques... ou jouets. Pour

ces derniers justement, dont le plastique représente environ 40% du coût final du produit, la hausse du prix du pétrole devrait faire grimper la facture finale.

Les compagnies aériennes appellent ça la "surcharge carburant", c'est à dire la répercussion sur le billet d'achat de l'augmentation du tarif de kérosène. Il faut savoir que les compagnies aériennes, sont fortement dépendantes des fluctuations sur le marché pétrolier. Cette surcharge s'est élevée à 73 euros pour un long-courrier chez Air France en 2008.

Parce qu'ils sont fortement liés géologiquement, la logique économique a voulu que les prix du gaz naturel soient indexés sur les cours des produits pétroliers. Les tarifs, qui n'avaient pas bougé pendant 18 mois durant les années 2006/2007, ont finalement progressé de 4% pour les particuliers à partir du 1er janvier 2008, alors que GDF (aujourd'hui GDF SUEZ) demandait une hausse de l'ordre de 6%.

Le pétrole est aussi présent dans le milieu de l'agriculture. Les engrais sont fabriqués à partir de dérivés de gaz et de pétrole et les professionnels du milieu utilisent de grandes quantités de plastique et de carburant pour leurs engins agricoles. En novembre 2007, la FNSEA, premier syndicat du monde agricole français, avait dénoncé la hausse des prix du carburant qui « frappe l'agriculture française de plein fouet », réclamant un allègement de la TIPP pour les agriculteurs. Les prix du pétrole ont également lancé la mode des biocarburants, créés à partir de betteraves, d'oléagineux ou de céréales. Mais l'engouement retombe car leur production consomme beaucoup d'énergie et d'eau et leur impact bénéfique sur l'environnement est contesté.

Shell, Total, Exxon Mobil... Ce sont les grandes gagnantes de la hausse des prix du brut ... à court et moyen terme uniquement bien sûr. La compagnie française Total annonce régulièrement, année après année, avoir dégagé un bénéfice net en hausse approchant souvent les dix milliards d'euros. Des entreprises du secteur parapétrolier comme Technip ou Géophysique tirent également profit de la cherté de l'or noir. Selon l'UFC-Que Choisir, les distributeurs de carburant n'ont pas tenu leurs promesses publiques du 10 novembre 2007 de diminuer leurs marges, mais les ont au contraire augmentées pour atteindre des sommets.

A long terme, c'est une autre histoire. Les "majors" (Exxon, Chevron-Texaco, Shell, BP et Total) risquent d'être en grande difficulté. Elles auront de plus en plus de mal à avoir accès aux nouvelles capacités de production de pétrole. D'où la nécessité pour ces groupes de redéfinir leurs stratégies, car s'ils restent concentrés sur le pétrole, ils risquent de devoir se contenter de marchés de niches. Malgré la forte hausse du prix du baril, ces majors n'ont pu reconstituer leurs réserves en quantité suffisante ; il y a donc un grand risque pour ces groupes de ne plus être capable de maintenir leur position de « Majors ».

Avec l'avènement d'un pétrole cher (et sous l'impulsion du protocole de Kyoto), les gouvernements des pays non producteurs ont réalisé l'importance de développer les énergies renouvelables, telles que la géothermie, la biomasse, l'hydraulique, le solaire et l'éolien. Ces dernières connaissent un développement spectaculaire (croissance mondiale supérieure à 27% entre 2001 et 2006 pour l'éolien par exemple). En France, EDF Energies Nouvelles est particulièrement présente sur le secteur et l'action affiche un bilan flatteur, et profite ainsi de cet engouement pour les énergies alternatives.

Donc, on le voit bien, certains secteurs vont tirer leur épingle du jeu, voire même plus, comme celui de la production d'énergies alternatives (pas forcément renouvelables), de l'automation (dans le domaine de l'efficacité énergétique), et du transport de l'électricité et de sa distribution (smart grids, lignes HVDC pour le transport haute tension en courant continu moins gourmand en pertes ...).

Les agriculteurs, eux, devront pour survivre, faire de la production biologique, en utilisant des engrais issus des boues des stations d'épuration (en faisant attention cette fois-ci de ne pas utiliser des boues contaminées). Ils devront également utiliser des motorisations moins gourmandes en produits issus du pétrole. Le moteur pantone (utilisation d'eau en plus du mazout) peut être une piste, car son rendement est supérieur aux moteurs classiques et surtout, ils polluent beaucoup moins. Ils devront également chauffer leurs serres au moyen d'énergies alternatives (solaire, éolien, biomasse ...).

Quand aux pêcheurs, ils devront soit ramer pour remplacer leurs moteurs, ou utiliser des voiliers, soit s'adonner à l'élevage de poissons. Pour eux les solutions semblent plus drastiques.

Les producteurs d'essence et de produits finis issus du brut, devront quand eux, délocaliser leurs raffineries dans les pays producteurs de pétrole, c'est à dire principalement au moyen orient.

L'Iran et les pays du golfe persique développent leur économie avec une forte part industrielle. Complexes pétrochimiques, usines de production d'aluminium, cimenteries, aciéries se multiplient dans la région. Ces industries lourdes, très consommatrices d'énergie, y profitent d'un pétrole à prix coûtant ou presque. Ce qui n'incite pas à porter une forte attention aux économies d'énergie. La demande dans cette région ne cesse d'augmenter et représentait déjà 7,4% de la consommation mondiale en 2008. Cette région risque donc de voire affluer les gros industriels en quête d'un

pétrole plus accessible.

L'industrie automobile dont la clientèle se tourne davantage vers les petites voitures moins consommatrices mais pour lesquelles les marges du constructeur sont beaucoup moins élevées, a également des soucis à se faire. Le secteur voit ses coûts augmenter du fait d'une grosse utilisation de matières plastiques issues de la pétrochimie. Aujourd'hui l'industrie automobile semble se focaliser uniquement sur la motorisation (électrique ou autre), alors que l'une de ses principales faiblesses est l'utilisation des dérivés du pétrole dans les composants d'une voiture. L'automobile risque-t-elle de disparaître, du fait du manque de matières premières nécessaires à sa fabrication ? Si c'est le cas, cela atténuera-t-il les besoins croissants en pétrole ? Les constructeurs d'automobiles feraient bien de se réorienter vers d'autres produits, tel que la robotique humanoïde par exemple. D'ailleurs, Toyota, qui est le plus grand constructeur mondial, s'y prépare déjà. A moins que le manque de ressources naturelles, ne nous laisse même pas ce choix de réorientation industrielle.

L'histoire du pétrole paraît bien complexe à analyser, et son évolution, encore plus difficile à prévoir qu'on pourrait le penser. Et ne parlons même pas de son impact sur la nécessité de la dé-mondialisation ou de la re-localisation.

Ou plutôt, si, parlons en ! La mondialisation nous montre à quel point notre monde est petit et fragile. Elle tend également à le réduire encore plus dans la richesse apportée par la nature (les deux uniques richesses étant celle produite gratuitement par la nature, et le travail de l'homme). Ce qui nous conduit donc à un monde de plus en plus petit (ou pauvre en richesses naturelles), avec donc moins de carburants (surtout après le pic oil), où la circulation des personnes et des marchandises risque de se réduire de plus en plus. Après la réduction des prix engendrée par la mondialisation, et l'augmentation pharaonique de la logistique (circulation des marchandises), le coût d'une paire de chaussures fabriquée en Chine, de pommes produites en Amérique centrale, ou d'un voyage dans une île de rêve, deviendra de plus en plus prohibitif.

En effet, aujourd'hui, presque tout le monde sait que la consommation d'énergie ne se limite pas à la voiture, au chauffage et à l'éclairage (enfin, je l'espère). Un yaourt peut faire un "voyage" de plusieurs milliers de kilomètres avant d'arriver dans notre réfrigérateur, et nécessite donc plus d'énergie qu'un yaourt produit localement. On comprend donc aisément que le yaourt importé deviendra un luxe dès lors que les prix des transports augmenteront de manière importante, et c'est ce qui risque d'arriver après le Pic Oil (il paraît que ce dernier est déjà parmi nous). Certains prédisent donc un cours du pétrole à 150 USD, voire plus à l'été 2011 (chose qui est déjà arrivée juste à l'aube de la crise actuelle). A l'époque nous pensions qu'il s'agissait d'une crise de l'immobilier (subprimes) qui s'est ensuite propagée à la sphère financière. Aujourd'hui nous savons qu'elle est plus profonde à plusieurs visages, puisqu'il s'agit d'une « crise caléidoscopique » (je ne sais pas si on peut dire cela car je viens d'inventer cette appellation et je ne suis pas économiste ; mais je l'écris quand même !), c'est à dire à plusieurs facettes, dont les 3 plus évidentes sont la crise financière (dont la crise de la dette des états), la crise climatique, et la crise énergétique. Cette dernière risque de faire des dégâts bien plus tôt qu'on ne le pense. Car, à chaque fois, il me semble que les économistes « chevronnés » font leur analyse en plaçant le centre de gravité du monde au cœur de la société occidentale. Cet aveuglement les a empêché de voir l'importance des pays émergents dans la demande mondiale de pétrole (et des matières premières), et que donc, malgré le prix élevé du pétrole à l'aube de cette crise, la demande mondiale de pétrole n'a pas chuté, contrairement à l'effet prix constaté lors des premiers chocs pétroliers. Ainsi, la croissance folle des BRIC continue de nous emmener droit vers le mur, avec des prix de matières premières qui exploseront, dont celui du pétrole bien entendu.

Ce prix du pétrole risque donc d'augmenter la facture de la fabrication des produits, mais aussi de leur transport. La part de la valeur du travail humain dans le processus devenant de plus en plus faible, et que donc son relatif côté bon marché lorsqu'il est produit dans des pays émergents comme la Chine par exemple devenant de moins en moins rentable, il est légitime de se poser la question de la relocalisation. Non pas en termes de protectionnisme, mais tout simplement pour une question de bon sens. Bien que les entreprises peuvent depuis quelques années se protéger contre les fluctuations des prix du pétrole sur le marché à terme, cela ne suffit plus. Il faut produire là où on consomme (enfin, dans la mesure du possible) !

Il faut donc que les sphères économique, sociale, et environnementale se rapprochent, ne serait-ce que pour trouver à une distance raisonnable ce qui est importé de Chine aujourd'hui. Certains économistes n'hésitent pas à dire que « le choc pétrolier qui s'annonce sonnera le glas de la mondialisation ».

S'il est difficile d'estimer le degré de relocalisation auquel nous aurons à faire face, il est facile d'imaginer que les différentes productions et services se rapprocheront du consommateur (commerces et services de proximité, vente directe, valorisation des ressources locales ou régionales, production d'énergie selon deux dimensions (l'une avec une partie de renouvelables de plus en plus importante (une partie centralisée comme les centrales CSP et éoliennes offshores par exemple), et l'autre non centralisée basée par exemple sur les panneaux PV)).

Il sera donc nécessaire de re-trouver des matériaux ou des fournisseurs plus près, re-trouver des clients plus proches (si ceux-ci n'ont pas disparus d'ici là), recréer des solidarités de proximité, recycler et réutiliser les matériaux plus localement (au lieu de laisser la Chine s'accaparer cette fabuleuse réserve de matières premières que nous possédons dans nos poubelles), produire une partie de notre énergie moins loin (par contre nous ne pourrions nous passer de

l'électricité produite dans les déserts du Sahara, à mon humble avis ; à moins que nous ayons trouvé la recette de la fusion nucléaire, ce qui semble difficilement possible avant la fin de la disponibilité relativement facile des matières premières, prévue pour le milieu de notre siècle).

Un autre enjeu de taille est de produire l'alimentation plus près et avec moins d'énergie.

Cela ne signifie pas que les échanges à grande échelle cesseront, mais que la production bio et locale retrouvera une importance significative.

La relocalisation ne sera pas seulement une conséquence du pic pétrolier, mais ce sera aussi une nécessité pour éviter une dégénérescence de nos économies occidentales.

En temps de crise (ou de guerre économique, selon le point de vue), c'est à proximité que l'on trouve les soutiens et l'entraide nécessaires.

Moins d'énergies fossiles, c'est probablement la disparition de nombreux métiers, mais aussi un besoin de main d'œuvre plus grand dans certains secteurs (agriculture bio, énergies renouvelables etc.), le retour de certaines industries disparues (textile, sidérurgie ...), le développement et l'apparition de nouveaux métiers (systèmes énergétiques, systèmes de recyclage, éco-design, éco-construction ...).

Certains économistes appellent cette relocalisation dû au choc des matières premières « La Transition ».

Un enjeu important de la transition à venir sera la requalification de la population active, bien qu'il soit aujourd'hui difficile d'anticiper où seront les besoins, les activités nouvelles et l'ampleur de la requalification.

Le monde a beaucoup changé, et la relocalisation ne peut donc pas être un simple retour en arrière. De nouvelles techniques, de nouveaux matériaux, de nouvelles connaissances, de nouveaux types de relations humaines sont apparus ces dernières années, offrant des perspectives difficiles à cerner.

La transition vers une relocalisation et un monde moins gourmand en énergie ne sera pas aisée. Elle sera longue et incertaine. Il est donc nécessaire que les entreprises anticipent cette nouvelle donne et envisagent leur relocalisation, et revoient et/ou optimisent leur processus de conception et/ou production afin de mieux épouser les besoins de cette nouvelle période qui nécessite la prise en compte du « triple bottom line » (économie + environnement + sociale). Et il semblerait bien que ce troisième choc pétrolier accélère le mouvement.

Nous entrons donc dans une nouvelle épopée (je n'ose pas dire « ère de l'après pétrole »).

Le pétrole déclinera peu après 2015, selon un ancien expert de l'Agence internationale de l'énergie

Olivier Rech a élaboré les scénarios pétroliers de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) durant trois ans, jusqu'en 2009. Il conseille aujourd'hui d'importants fonds d'investissements pour le compte de La Française AM, un gestionnaire d'actifs parisien.

Ses pronostics sur l'avenir de la production mondiale de pétrole sont aujourd'hui beaucoup plus pessimistes que ceux publiés par l'AIE...



Olivier Rech, responsable des questions pétrolières au sein de l'Agence internationale de l'énergie de 2006 à 2009.

Quels sont vos pronostics ? Commençons par les pays producteurs en dehors de l'Opep [qui représentent 58 % des extractions et 23 % des réserves mondiales].

Hors Opep, les choses sont claires : sur 40 millions de barils par jour (Mb/j) de pétrole conventionnel extraits des champs existants, on est face à un déclin annuel de l'ordre de 1 à 2 Mb/j.

Selon vous, on est donc proche du déclin de 5 % par an de la production existante évoqué par Shell ?

Oui, c'est à peu près ça.

Et pour la production des pays de l'Opep [42 % des extractions et 77 % des réserves mondiales] ?

C'est plus difficile à dire, les données sont toujours aussi opaques, on reste dans le brouillard. Je remarque néanmoins que les banques Barclays et Goldman Sachs estiment que les capacités de production non-utilisées de l'Opep, notamment celles de l'Arabie Saoudite, sont bien moins importantes que ce qui est annoncé officiellement.

De nombreux nouveaux projets de production sont actuellement en cours de développement. Que faut-il en attendre ?

En effet, il y a de nouveaux projets au large du Brésil, du Ghana et de la Guyane. Le golfe du Mexique est encore loin d'être épuisé. L'Arctique, c'est plus incertain, mais il y a un vrai potentiel pour le gaz naturel. Cependant, il faudra compter encore une décennie avant d'en voir sortir une production significative, éventuellement de pétrole.

Alors le pic et le déclin de la production mondiale de pétrole, c'est pour quand, selon vous ?

Il est toujours délicat d'avancer une date précise. Les taux de récupération des champs existants augmentent. Aux Etats-Unis, la production à terre décline très lentement (il faut dire qu'ils forent comme des fous là-bas). C'est une erreur de sous-estimer le savoir-faire des ingénieurs spécialistes du forage.

Compte tenu de tous ces facteurs capables de retarder un déclin, quelle est votre

conclusion ?

On restera certainement en-dessous des 95 Mb/j pour l'ensemble des pétroles conventionnels et non-conventionnels.

Donc, vous êtes nettement plus alarmiste que l'AIE et que Total, le plus pessimiste des groupes pétroliers, qui évoque la possibilité de maintenir la production sur un plateau situé aux alentours de 95 Mb/j jusqu'en 2030.

C'est exact. La production se trouve déjà sur un plateau depuis 2005, autour de 82 Mb/j. Il me paraît impossible d'aller beaucoup plus loin. Puisque la demande, elle, devrait continuer à augmenter (sauf, peut-être, si la crise gagne les économies émergentes), je m'attends à voir les premières tensions d'ici 2013-2015.

Et ensuite ?

Ensuite, d'après moi, **ce sera un déclin de la production sur la période 2015 à 2020**. Un déclin pas forcément rapide d'ailleurs, mais un déclin, ça semble clair.

Vous dites « pas forcément rapide ». Pourquoi ?

Tout va dépendre du rythme auquel les filières de pétroles non-conventionnels vont pouvoir se développer. La transformation du charbon et du gaz naturel en carburant liquide restera infinitésimale. Pour les biocarburants de première génération, je pense qu'on est déjà proche de la limite maximale. En ce qui concerne la seconde génération, on en est encore au stade des pilotes industriels. Pour arriver à une production significative à l'échelle mondiale, de 2,5 Mb/j mettons, il faudra compter encore un quart de siècle.

Tout cela sera insuffisant pour compenser le déclin des champs existants de pétrole conventionnel, d'après vous ?

Insuffisant, oui.

Au Kazakhstan, les promesses douteuses de l'un des derniers champs géants

Total est partenaire de l'exploitation de l'un des ultimes champs de pétrole géants de la planète... dont le développement s'annonce tellement difficile que le projet pourrait ne jamais être ni rentable, ni (donc) viable !



L'île artificielle "D" du champ de Kachagan, dans les eaux kazakhs de la mer Caspienne.

Le champ kazakh de [Kachagan](#), dans la mer Caspienne, est présenté comme le projet pétrolier le plus prometteur de ces trois ou quatre dernières décennies. Ses réserves, estimées entre 9 à 16 milliards de barils, représentent 3 à 6 mois de consommation mondiale environ.

Une [enquête de l'agence Bloomberg](#) montre à quel point les promesses de Kachagan apparaissent aujourd'hui décevantes. Après 11 ans et 39 milliards de dollars d'investissements (dont 8 années de retard, et un dépassement du budget initial estimé 15 milliards) Total, Exxon, Shell et l'italien ENI, principaux partenaires du gouvernement du Kazakhstan, ont de quoi se faire du tracas.

Un analyste réputé, Julian Lee, du *Center for global energy studies* de Londres, indique à Bloomberg :

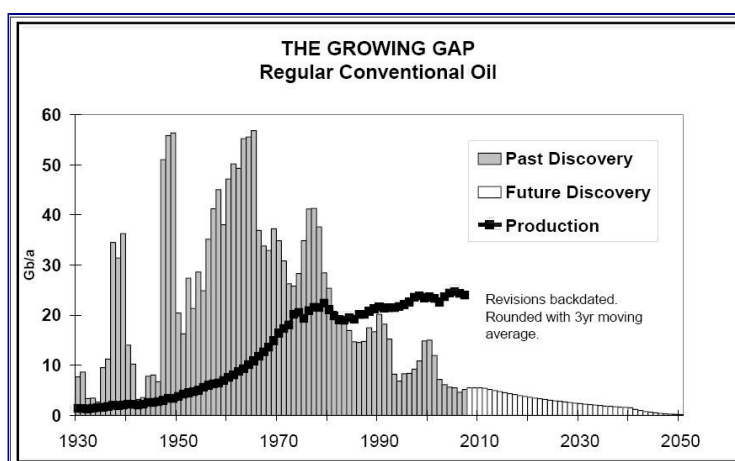
« Le plus gros soucis, c'est de savoir si le projet **est capable de devenir un jour rentable**, compte tenu de l'énorme augmentation de son coût et du retard pris par son lancement. » *Il pourrait s'avérer* « impossible pour les investisseurs d'obtenir un quelconque retour sur investissement sur la seconde phase du projet, avant que leur contrat sur le champ n'expire », *en... 2041.*

Sans cette seconde phase, pour l'instant théorique, du développement de Kachagan, le million de barils par jour de production qui en est attendu fera cruellement défaut pour compenser [le déclin rapide des zones d'extraction existantes](#). Les premiers barils, fournis par la première phase de développement toujours en cours, ne sortiront pas avant 2014. Kachagan est l'un des rares points du globe où une augmentation importante de la production de brut peut

se produire dans les prochaines années, avec la relance de la production de l'Irak et le développement des sables bitumineux au Canada.

Le coût de la seconde phase de Kachagan, ardemment réclamée par le gouvernement autocratique du Kazakhstan, promettent d'être astronomiques. Les investissements, encore hypothétiques, se chiffrent en centaines de milliards. Des déclarations récentes des patrons de Total et de Shell laissent entendre que ces groupes ne sont pas pressés de délier leurs bourses. Peut-être parce que financièrement, le jeu n'en vaut tout compte fait la chandelle ?

Les réserves mondiales de brut sont comme un vaste arbre fruitier. On commence par cueillir les fruits bien mûrs et à portée de main, avant de finir par se résoudre à monter chercher les fruits pourris tout en haut de l'arbre. On en est là, alors que depuis un quart de siècle, l'humanité consomme chaque année plus de pétrole qu'elle n'en découvre.



Découvertes et production pétrolière [Exxon, ASPO]

Difficile de trouver des conditions d'exploitation plus extrêmes qu'à Kachagan. Les hydrocarbures y sont piégés à 4200 mètres sous le plancher de la mer, à très haute pression. A la surface, les températures varient de - 35 °C en hiver à 40 °C l'été, mettant les matériaux à très rude épreuve. A la place des classiques plateformes *offshore*, six îles artificielles, situées à quelque 70 kilomètres de la côte, ont dû être construites pour exploiter le champ.

Ces « îles » sont truffées de capteurs afin de repérer les fuites de gaz inflammables, des gaz qui à Kachagan contiennent une proportion particulièrement élevée de sulfure d'hydrogène. Ce gaz, toxique à haute dose, a une odeur caractéristique d'oeuf pourri bien connue sur certaines plages du nord de la Bretagne. Il résulte de la décomposition de matière organique. Dans la plus grande des îles artificielles, sur laquelle vivent 5500 employés, des exercices d'urgence sont conduits chaque semaine, rapporte Bloomberg.

La structure des îles est capable de les protéger des glaces hivernales. Elle est censée isoler les puits afin d'éviter de polluer les eaux de la Caspienne, qui abritent notamment des phoques et les précieux esturgeons.

Si le pétrole tue aujourd'hui au Kazakhstan, ce n'est toutefois pas à cause de fuites d'hydrocarbures. [Entre 14 et 70 personnes ont trouvé la mort](#) en décembre au cours de manifestations d'ouvriers de la cité pétrolière d'Aktau, au bord de la Caspienne. Des manifestations réprimées dans un silence médiatique presque total par le potentat kazakh ami des puissances occidentales, [Nursultan](#)

[Nazarbayev.](#)

Un « *facteur d'instabilité* » (comme on dit dans les chancelleries) qui a peu de chances d'accélérer développement du pétrole de la Caspienne, indispensable à l'avenir de l'industrie de l'or noir.